Fâché ...

Taha Hussein

Kawkab al-Sharq, 4 October 1933

Le président du Conseil est fâché, très fâché, fâché au point de friser la colère, mais nous, grâce à Dieu, ne sommes pas encore, jusqu'à présent, l'objet de cette colère.

N'est-il pas déjà apparu que nous sommes l'objet de cette colère ? Et qui nous accordera la patience et l'endurance si le président du Conseil se fâche contre nous, ou se détourne de nous ? Car le président du Conseil est un homme patient, et la colère d'un homme patient est chose à craindre.

Et pourtant, il est fâché contre son ami et son rival, son chef et son collègue — fâché contre Sidqi Pacha.

Les gens savent que la colère du président actuel envers son prédécesseur est ancienne et remonte au début de cette année, lorsque Sidqi Pacha s'en prit à ses deux collègues du ministère et les chassa du pouvoir sans ménagement. Mais cette vieille colère était une colère tranquille, qui n'inquiétait personne, une colère toute platonicienne qui n'effrayait pas — la colère de celui qui n'était pas d'accord d'un côté, et la colère d'un homme blessé et indigné de l'autre.

Puis des jours passèrent, et après eux vinrent d'autres jours, et les deux rivaux se rencontrèrent à Paris — que Dieu nous pardonne ! — ou plutôt, les rivaux se rencontrèrent à Paris. Une paix irréprochable et honorable se conclut entre eux tous : le nouveau président du Conseil changea d'avis sur l'ancien, obtint le retrait de sa démission du Parti du Peuple, et les eaux coulèrent claires, sans trouble, sans qu'aucun rocher n'en gênât le cours.

Puis un ministère mourut, et les jours en firent naître un autre ; Sidqi Pacha était le chef du ministère défunt, et Abdel Fattah Yehia Pacha le chef du ministère nouveau-né. La vieille rivalité entre les deux amis reprit — rivalité aussi naturelle qu'entre la tombe et le trône, entre la mort et la vie. Les deux chefs se querellèrent : Sidqi Pacha nia qu'Abdel Fattah Pacha appartînt au Parti du Peuple, et Abdel Fattah Pacha nia l'avoir jamais quitté.

Il y eut là-dessus force discussions, et l'affaire se termina, une fois apparu que la force appartenait à la vie plutôt qu'à la mort, au trône plutôt qu'à la tombe, par la reconnaissance, par le Parti du Peuple et son chef Sidqi Pacha, qu'Abdel Fattah Yehia Pacha était membre du parti — voire son chef adjoint. Mais cette reconnaissance ne se fit pas avec la délicatesse et la grâce qui conviendraient à un président du Conseil et qui siéraient à son rang ; elle se fit avec une rudesse et une grossièreté qui conviennent au chef du Parti du Peuple, trahissant ce qui remplissait son cœur : la soumission d'un homme rancunier, la reddition d'un homme indigné. Car Sidqi Pacha a dit que le président du Conseil lui avait demandé de revenir dans l'enclos du parti. Mais le président du Conseil, selon ses propres dires, n'a rien demandé ; c'est plutôt Sidqi Pacha qui, alors qu'il était à Paris, lui a demandé de retirer sa démission, ce qu'il a fait. Dieu seul sait lequel des deux hommes demandait, et lequel était sollicité.

Pour ma part, je penche à croire le président du Conseil ; la règle est que les chefs de ministère ne demandent pas, ils ordonnent. Si le président du Conseil n'avait pas retiré sa démission à Paris et avait voulu l'annuler une fois au pouvoir, il n'aurait eu nul besoin de solliciter, de supplier ou de demander ; il lui aurait suffi d'ordonner à son chef de parti d'annuler cette démission purement et simplement, et de le nommer chef adjoint du parti, voire chef s'il le voulait. Mais sa modestie, sa grâce et sa courtoisie l'empêchent de vouloir une telle chose.

Il est pourtant, dans la déclaration de Sidqi Pacha, une autre expression qui a probablement fâché davantage le président du Conseil : une figure courante, mais qui ne convient pas à la circonstance, ni à la délicatesse — l'expression « l'enclos du parti ». Le sens premier de l'enclos est bien connu de quiconque consulte un dictionnaire, et si loin que l'on pousse le sens figuré, ce sens ancien s'y fait toujours sentir. Ce sens ne convient nullement aux chefs de ministère, moins encore au président actuel, homme raffiné au sens le plus exact du mot. Un homme raffiné ne se fait pas parquer dans des enclos ; on le reçoit dans les salons, on le recherche dans les bureaux du pouvoir, et il ne se mêle pas à ceux que l'on parque dans des enclos — c'est lui qui donne des ordres à ceux qui gèrent les enclos et ce qu'ils contiennent.

Sidqi Pacha, donc, a manqué de goût en recourant à ce genre de figure. Et le président du Conseil est fâché d'autre chose encore, dite par Sidqi Pacha, qui ne convient ni à sa dignité ni à celle de ses collègues ministres — et je le soutiens pleinement en cela. Le jugement de Sidqi

Pacha l'a trahi lorsqu'il a abordé cette question délicate qui exige de la vigilance et un langage soigné, car il a prétendu que son parti soutiendrait le ministère si celui-ci lui donnait satisfaction quant à sa politique et à sa compétence. Cette formule a fâché le président du Conseil, et il a tout le droit de se fâcher et de protester ; la politique d'un ministère en fonction est son affaire propre, non celle des partis — ou, comme dirait le président du Conseil, l'affaire du pouvoir exécutif seul, et Sidqi Pacha n'a désormais dans le pouvoir exécutif aucune part, ni son parti.

Et donc, qu'a-t-il à faire avec la politique ? Quel droit y a-t-il ?

C'est là un empiétement d'un pouvoir sur un autre, et la constitution décrète la séparation des pouvoirs ; Montesquieu défend cette séparation. Vous pouvez demander au président du Conseil : à quoi donc sert le parlement ? Pourquoi les ministères lui présentent-ils leurs programmes ? Pourquoi le discours du trône est-il prononcé ? Pourquoi les sénateurs et les députés en débattent-ils ? Le président du Conseil vous répondra : tout cela est une chose, et la politique du ministère en est une autre. Et si vous voulez savoir ce qu'est cette autre chose, le président du Conseil vous donnera cette réponse célèbre : voilà une chose que ni nous ni vous ne savons. Pour nous, il est certain que nous ne connaissons pas la politique du ministère, car elle n'a pas encore été publiée ; et pour les ministres, il est certain qu'ils ne connaissent pas non plus leur politique, car ils ne l'ont pas encore élaborée — ils attendent d'avoir fini de soumettre le Wafd et d'humilier le Parti du Peuple avant d'étudier les affaires publiques et d'élaborer leur politique. Soumettre le Wafd se fera en une semaine ; humilier le Parti du Peuple, en un jour ou deux, si cela n'est pas déjà fait.

En tout cas, il n'appartient pas à Sidqi Pacha et à ses hommes d'évoquer la politique du ministère, car l'évoquer est un empiétement, et le président du Conseil est le dernier à accepter un empiétement ; et l'évoquer viole la constitution, et il est étrange qu'une violation de la constitution vienne précisément de celui qui a rédigé la nouvelle.

Sidqi Pacha n'a pas arrêté son empiétement à la politique du ministère ; il en est venu à évoquer la compétence des ministres, se posant, lui et son parti, en examinateurs, jugeant les ministres compétents et les approuvant ainsi, ou incompétents et les faisant ainsi tomber. C'est là un excès qu'aucune raison n'autorise, qu'aucune philosophie, ancienne ou moderne, n'endosse. La compétence est un

attribut fixe qui ne quitte pas ceux qui la possèdent, et le président du Conseil seul est juge de cette compétence ; et puisque le président du Conseil a choisi ses collègues, ils sont compétents — car s'ils ne l'étaient pas, il ne les aurait pas, selon ses propres dires, pris pour l'assister.

Et vous savez que le président du Conseil est un homme comme un autre avant que la présidence ne lui soit conférée ; mais une fois conférée, il devient infaillible, incapable d'erreur !

Il n'appartient donc ni à Sidqi Pacha ni à ses hommes d'évoquer la compétence des ministres. Que celui qui en doute ou le nie interroge les professeurs de philosophie de l'Université égyptienne, ou d'Al-Azhar, sur les attributs fixes — se déplacent-ils jamais ? — et sur les attributs mobiles — se fixent-ils jamais ? C'est là un art que seuls maîtrisent les esprits doués, perspicaces, profondément ancrés.

Le président du Conseil est fâché, en fin de compte, pour une troisième chose, ou une quatrième : ce que Sidqi Pacha a dit des gouverneurs s'efforçant de détourner les hommes du Parti du Peuple de leur parti. Sidqi Pacha — dit le président du Conseil — a gravement déformé les propos du gouvernement, car les hommes de l'administration ne font qu'appliquer la loi avec fidélité et honnêteté. Voilà un langage que Sidqi Pacha devrait parfaitement comprendre, puisque c'est lui-même qui l'a instauré : les hommes de l'administration appliquaient la loi avec fidélité et honnêteté lorsqu'ils commirent les crimes d'al-Badari, contraignant Abdel Fattah Pacha à les dénoncer devant Sidqi Pacha ; ils appliquaient la loi avec fidélité et honnêteté, et l'appliquent encore avec fidélité et honnêteté, lorsqu'ils tournent leur force et leur violence contre les opposants du gouvernement. Sidqi Pacha n'a donc aucune raison de douter de l'honnêteté et de la bonne foi des hommes de l'administration, puisqu'ils sont ses élèves, dont il a lui-même attesté l'honnêteté et la bonne foi.

Vous voyez donc que le président du Conseil est fâché et révolté, vous voyez qu'il est indigné et furieux, et si votre cœur est compatissant, vous vous joindrez à moi pour prendre en pitié Sidqi Pacha, exposé à la fureur et à l'indignation du président du Conseil, à sa colère et à sa rage. Et pourtant, on disait que la paix avait été faite entre les deux chefs : le chef du ministère défunt, et le chef du ministère nouveau-né.

Devons-nous croire ce qui se disait hier matin, ou ce qu'Al-Ahram a publié ce matin sur le président du Conseil ? Pour ma part, je crois les deux, car les deux chefs sont en parfait accord, comme le veulent les

circonstances, tant que chacun d'eux est un homme qui sent, qui perçoit, qui tient à son rang et à son pouvoir, et qui refuse la soumission et la reddition. Vous pourriez me demander : comment ces deux grands hommes peuvent-ils être à la fois en harmonie et en désaccord, sur la même affaire, au même moment — à savoir le pouvoir ? Je vous répondrais que c'est là la marque des grands hommes : les défauts s'y rassemblent, et les contraires s'y réconcilient.

Et après tout cela, qu'est-ce que cela peut vous faire ? Pourquoi insister tant sur cette question ? Voici des gens qui vous offrent de la distraction et vous soulagent de vos soucis, qui vous égaient matin et soir ; si vous êtes sage, le moins que vous puissiez faire est d'en rire, de vous en amuser et de sourire, plutôt que de poser des questions dont la réponse, une fois connue, ne vous apportera que des ennuis. Souriez donc aux jours, car ils vous sourient en retour, d'une bouche charmante, depuis qu'ils vous ont donné ce ministère merveilleux.